

Questions orales

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous dévoilerons très clairement, entièrement et franchement notre position au cours des pourparlers aux Américains, s'ils décident qu'ils doivent avoir lieu.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA LIBYE—ON DEMANDE SI LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ONT DISCUTÉ LEUR PLAN AVEC LE CANADA—LA POSITION DU CANADA

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Au cours du week-end, un émissaire américain a discuté de la situation en Libye avec les gouvernements européens, précisément de la possibilité d'utiliser la force militaire contre les Libyens.

Ma question pour le gouvernement est simplement celle-ci: Les Américains ont-ils discuté le plan avec le gouvernement canadien avant le week-end et, dans l'affirmative, qu'est-ce que le gouvernement canadien a dit?

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, vendredi dernier, au cours de sa conférence de presse et en réponse aux questions qui lui ont été posées à la Chambre le premier ministre nous a assuré que le gouvernement demeurait en contact étroit et constant avec les États-Unis et, en ce qui concerne la sécurité des Canadiens en Libye, il a répété sa déclaration du 10 janvier, en disant que c'était aux Canadiens de voir s'ils n'étaient pas en danger compte tenu de la situation en Libye.

LES PROPOSITIONS AUX ÉTATS-UNIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, il s'agit là d'une question de la plus haute importance, comme le vice-premier ministre s'en rend compte certainement, mais ce dernier n'a pas répondu à la question.

Comme les Américains examinent des propositions bien précises avec les Européens, en ont-ils discuté directement avec le gouvernement du Canada et, dans l'affirmative, quelle a été notre réponse? Il s'agit là d'une question importante qui risque de toucher directement les 1300 Canadiens qui se trouvent en Libye.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec le député. J'ai répondu à sa question en lui disant que le gouvernement du Canada demeurait en contact étroit et constant avec le gouvernement des États-Unis, surtout

en ce qui concerne la sécurité de nos ressortissants qui se trouvent en Libye.

M. Ouellet: Dites-nous la vérité. La réponse est non.

M. le Président: A l'ordre. A l'ordre. Une question supplémentaire.

M. Broadbent: Monsieur le Président, ce qui s'est passé au Sénat des États-Unis la semaine dernière nous a fait voir à quel point le gouvernement était en contact étroit avec les États-Unis au sujet des questions commerciales. J'espère que les États-Unis le tiennent davantage au courant de leurs décisions au sujet de cette affaire.

• (1425)

LA SÉCURITÉ DES CANADIENS EN LIBYE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Le ministre a mentionné la réponse que le premier ministre a donnée vendredi lorsqu'il a déclaré: «...il n'y a aucune raison de s'inquiéter excessivement dans l'immédiat pour la sécurité des Canadiens». Comment peut-il concilier cela avec la déclaration suivante qu'un porte-parole du ministère des Affaires extérieures a faite au cours du week-end: «A deux reprises, nous avons conseillé aux Canadiens de veiller à leur sécurité»? Le vice-premier ministre pourrait-il nous dire si les Canadiens sont en danger en Libye? Dans l'affirmative, en ont-ils été informés directement? Le gouvernement du Canada a-t-il pris des mesures pour les faire partir, si besoin est?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je pense pouvoir répondre à cela par un simple mot: absolument.

Des voix: Absolument quoi?

M. Nielsen: Ceux qui demandent: «Absolument quoi?» n'ont certainement pas écouté la question. S'ils lisent la question dans les bleus, ils verront que c'est là une réponse satisfaisante. Je peux assurer à tous les députés que nous demeurons en contact étroit et constant avec le gouvernement des États-Unis...

M. Ouellet: Vous êtes directement sous ses ordres, voilà.

M. Nielsen: ... en ce qui concerne la situation en Libye et la sécurité des Canadiens...

M. Blackburn (Brant): Ils ne nous consultent pas, ils nous disent ce qu'il faut faire.

M. Nielsen: ... d'ailleurs nous l'avons fait pas plus tard qu'il y a une demi-heure.

M. Broadbent: Pouvez-vous nous communiquer certains de ces renseignements?